

Recherches sociographiques



Desmond MORTON, *Une histoire militaire du Canada, 1608-1991*

Jean-Guy Genest

Volume 35, Number 2, 1994

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/056889ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/056889ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (print)

1705-6225 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Genest, J.-G. (1994). Review of [Desmond MORTON, *Une histoire militaire du Canada, 1608-1991*]. *Recherches sociographiques*, 35(2), 326–331.
<https://doi.org/10.7202/056889ar>

essai aborde un tant soit peu le contenu de ces œuvres majeures de la littérature québécoise. Enfin, le volume se termine sur « Les dernières années du célèbre conteur (1868-1871) ».

La principale faiblesse, sans en être véritablement une si l'objectif de l'auteur était d'atteindre le grand public, c'est d'avoir adopté une démarche descriptive sans analyse en profondeur de la documentation « inédite ». Bien qu'il n'ait pas « la prétention de donner une réponse définitive à toutes les questions qu'on peut encore se poser » (p. 10), cet essai biographique, particulièrement bien documenté, aurait pu nous en apprendre un peu plus. Des interrogations demeurent... Mentionnons, pour terminer, le choix judicieux des photographies et des illustrations et ces appendices captivants, entre autres la « Légende du père Godrault » et le « Sorcier Malouin ».

Diane SAINT-PIERRE

INRS-IQRC.

Desmond MORTON, *Une histoire militaire du Canada, 1608-1991*, Québec, Septentrion, 1992, 416 p.

Dans ce volume, Desmond Morton se met au défi d'enfermer, dans quatre cents pages, quatre siècles de passé militaire canadien sur plusieurs continents. Les troupes canadiennes sont associées aux combats des premières nations du monde, France, Angleterre, États-Unis, voire URSS. Les enjeux sont rarement ceux du Canada, mais ceux des Empires français ou anglais, bien qu'on tente d'accréditer l'idée que le soldat canadien défend son pays dans les Flandres ou en Sibérie.

Les synthèses historiques sont plus difficiles qu'il n'y paraît. Certaines s'avèrent de qualité douteuse même si elles portent sur une période assez brève et sur un coin de pays restreint. Ainsi en est-il de celle qui a été publiée récemment sur la région du Saguenay. Malgré des investissements financiers importants, les auteurs ont commis des approximations hâtives ainsi que de multiples, désolantes et incroyables erreurs concernant des faits pourtant faciles à vérifier. Certaines parties de leur œuvre sont à refaire pour donner l'heure juste. Ils démontrent *ab absurdo* la difficulté de l'entreprise autrement plus complexe de Morton.

Dans une synthèse historique, l'auteur est amené à faire des choix, à privilégier certains domaines. Ces options deviennent plus difficiles quand l'étude concerne un État bi-ethnique, parfois multi-ethnique comme le Canada. De fait, rédiger une histoire militaire du Canada sans décevoir certains éléments de la population serait presque réaliser la quadrature du cercle. La difficulté s'accroît du fait que les études de qualité sur la vie militaire au Canada appartiennent presque toutes au monde anglophone. La synthèse qui s'inspire de ces travaux risque de refléter surtout le point de vue de ce groupe, en un mot, elle peut devenir partielle, même partielle.

Mais Morton pouvait difficilement puiser à d'autres sources. Jusqu'à ces dernières années, les questions militaires étaient négligées par les historiens francophones. Leur attitude s'explique. À la Direction historique de l'Armée canadienne, jusqu'à récemment, les francophones étaient rares ou absents, même si le service était financé par tous les contribuables...

Autre problème des historiens francophones : jusqu'à la fin de la décennie 1960, le personnel des Archives publiques du Canada (APC) était anglophone au point qu'il était souvent impossible de communiquer en français avec les chefs de services et même avec les préposés au comptoir du prêt. Les APC, pendant leur existence plus que séculaire, n'ont d'ailleurs connu que deux conservateurs francophones, Jean-Pierre Wallot, en poste depuis quelques années, et Gustave Lanctôt, nommé vers la fin de la décennie 1930 à la suite de l'intervention expresse et écrite d'Ernest Lapointe auprès du premier ministre Mackenzie King. Mais ce titulaire francophone ne réussira pas pour autant à « bilinguiser » l'institution.

À ces raisons s'en ajoutent bien d'autres. L'armée comme l'ensemble des institutions relevant d'Ottawa fonctionnait en anglais et était une chasse gardée des anglophones. Visitant la base navale d'Halifax au début de la décennie 1960, je n'y ai rencontré qu'un seul officier qui parlait français. Il était au bas de l'échelle de la confrérie, c'était un lieutenant d'origine acadienne.

Jusqu'à la décennie 1950, le Canada ne disposait pas d'institution francophone pour assurer la formation de ses officiers. Le jeune Chicoutimien Thomas-Louis Tremblay, qui était attiré par la carrière militaire et qui devait s'y distinguer, eut à se plonger dans l'atmosphère « british » du Royal Military College à Kingston pour acquérir la formation et le brevet d'officier (1907). Quant au Collège militaire royal de Saint-Jean, créé par le gouvernement Saint-Laurent, ce n'est pas une institution francophone mais bilingue. Pendant longtemps, il n'offrait d'ailleurs que les premières années du programme. C'était une anti-chambre du collège de Kingston.

Voilà quelques-unes des raisons qui expliquent pourquoi les francophones se sont détournés jusqu'à récemment de l'histoire militaire et ont abandonné, par la force des choses, ce champ de recherche aux anglophones, rendant ainsi, par voie de conséquence, le travail de Morton plus hasardeux.

Le risque de produire une œuvre discutable s'accroît encore quand l'auteur entreprend seul la confection de cette synthèse, survol considérable dans le temps et dans l'espace. Il est difficile de connaître par le menu tous les aspects de cette vaste histoire et de ces populations si diverses. Ainsi sur la grande question des modalités de la participation canadienne aux deux guerres mondiales, l'auteur est loin de refléter la situation qui existait au Canada, tant chez les « groupes ethniques » que dans plusieurs classes de la société, en particulier chez les ouvriers, les agriculteurs et les pêcheurs. Peut-être aurait-il dû s'adjoindre des collaborateurs bien renseignés sur ces milieux. Il y fait des allusions ici et là mais elles laissent le lecteur sur son appétit.

Au sujet de la contribution des Canadiens français à la Première Guerre mondiale, Morton lance le pavé du nombre limité de leurs volontaires. Chiffre brutal, argument massue s'il en est. Mais il aurait mérité une explication plus complète, et la question aurait dû être traitée en profondeur. Il est temps de cesser d'expliquer le phénomène par « l'abandon » des Canadiens français par la France. Celle-ci a forgé, depuis la décennie 1960, des relations intenses avec le Québec. S'en suit-il pour autant que les Québécois voleront au secours de la France si elle entre en guerre, même si elle est en danger ? Si les Canadiens français ont été si peu nombreux à se porter volontaires en 1914 comme en 1939, c'est d'abord et avant tout que 300 ans d'histoire en ont fait des citoyens du Canada, tournés vers l'Amérique, non vers l'Europe. La France est bien loin dans leurs préoccupations. Comme l'Angleterre

est de plus en plus loin des préoccupations des Canadiens anglais dont les ancêtres ont pris racine au Canada il y a deux siècles ou plus.

Ajoutons à cette raison fondamentale, la condition faite aux francophones par les provinces anglaises, particulièrement le Nouveau-Brunswick, le Manitoba et l'Ontario. Contrairement à ce que prétend Morton (p. 221), les francophones du Québec s'intéressaient intensément aux francophones du reste du Canada, voire des États-Unis. Leur sort était le leur : la presse et les souscriptions pour venir en aide à cette diaspora en témoignent. Jour après jour, les journaux québécois, tout au long de la guerre 1914-1918 et après, dénoncent la proscription du français dans les écoles franco-ontariennes. Henri Bourassa traduisait bien les sentiments des francophones quand il disait : « Nous irons combattre les Boches à Toronto. »

Autre élément qui détournait les francophones de l'enrôlement volontaire, le fait que l'armée était essentiellement « anglaise » : langue, commandement, usages, promotions, etc. Le méprisant et stupide « Speak white », lancé aux francophones, même pendant la Seconde Guerre, en dit long sur l'atmosphère qui régnait dans cette institution où on voulait les faire entrer... comme volontaires.

Pour terminer sur les causes du petit nombre de volontaires francophones, il y a lieu de mentionner la masse des injures lancées, pendant les années 1914-1918, par la presse anglophone de même que par les députés fanatiques, orangistes ou autres, contre les Canadiens français. Nos concitoyens anglophones auraient dû se souvenir qu'on attire plus de mouches avec du miel qu'avec du fiel, selon la délicieuse formule du grand humaniste de la Renaissance, François de Sales.

Mais si on veut apprécier la contribution des francophones aux deux Grandes Guerres, il ne suffit pas de considérer le nombre de leurs volontaires. La contribution du Québec s'est manifestée de mille et une façons. La simple lecture des journaux francophones, non seulement le prestigieux *Devoir*, au tirage limité, mais aussi les journaux populaires comme *L'Action catholique*, *Le Soleil* (tirage : 50 000), *La Presse* (tirage encore plus considérable), ainsi que les hebdomadaires régionaux d'une certaine tenue comme *Le Saint-Laurent* (Rivière-du-Loup) et *Le Progrès-du-Saguenay* (Chicoutimi), aurait révélé à Morton la sympathie agissante de la francophonie canadienne pour la cause des Alliés. C'est tout le banc et l'arrière-banc de la société canadienne-française qui se mobilisent pour stimuler le recrutement, améliorer les conditions de vie des soldats et de leurs familles des deux côtés de l'Atlantique.

Pour les « emprunts de la victoire », le Québec pouvait-il faire plus ? Sir Wilfrid Laurier en personne, le lieutenant-gouverneur Leblanc, le premier ministre Gouin, le cardinal Bégin, les évêques, les maires, les députés, les leaders de la société paient de leur personne pour promouvoir ces emprunts qui procurent le nerf de la guerre. Ce qui n'est tout de même pas négligeable. Le gouvernement du Québec souscrit à ces emprunts (un demi-million de dollars en 1916). Il en va de même des conseils municipaux et des citoyens en général.

Mais les « emprunts de la victoire » ne sont qu'un des nombreux domaines de la contribution du Québec à l'effort de guerre canadien. En 1916, le gouvernement québécois fait don de quatre millions de livres de fromage au gouvernement britannique (*Le Soleil*, 22 janvier 1916) et souscrit au Fonds patriotique en versant un million de dollars (*Le Soleil*, 13 octobre 1916). Les villes emboîtent le pas. La population elle-même répond avec une

égale générosité aux sollicitations en faveur de ce Fonds patriotique : pour la seule année 1916, le district de Québec recueille un demi-million de dollars (*Le Soleil*, 8 mars 1917). La ville de Québec, pourtant cousue de dettes, offre 100 000 \$. Toute la capitale provinciale est quadrillée de comités de collecte de fonds. En 1915, la province de Québec, qui a versé 1 674 477 \$, se classe en tête des provinces canadiennes.

Le Québec s'intéresse aussi aux veuves et aux orphelins des marins anglais (1916...). Cette levée de fonds auprès de la population est lancée dans tout le Canada. Que fait le Québec ? Il répond à l'appel, même si les dirigeants de la campagne, à l'échelle canadienne, sont tous des anglophones, tant le comité d'honneur que le comité exécutif : étrange reflet de la société canadienne et stupide stratégie des solliciteurs de fonds sur le plan national.

Malgré ce mépris de leur groupe ethnique, les francophones ne se font pas tirer l'oreille. À Québec, la campagne est lancée à grand renfort de publicité. Sur une convocation du maire et député libéral, se tient une assemblée populaire à l'hôtel de ville. Orateurs : le lieutenant-gouverneur, le premier ministre et une demi-douzaine de participants, francophones comme anglophones. Invités à cette assemblée, les dirigeants de toutes les associations ouvrières, industrielles, commerciales et sportives, de même que le Club Canadien, les Filles de l'Empire, le Cercle des femmes canadiennes, etc.

On retrouve ce zèle des Québécois lors des campagnes en faveur de la Croix-Rouge, du Triangle d'Or et autres. Lors du désastre qui détruit une partie de la ville d'Halifax, Québec participe à l'envoi de secours.

Les Québécois savent aussi s'apitoyer sur le sort des populations des régions dévastées par la guerre. De tout le Québec, de Hull à Gaspé, de Chicoutimi à Sherbrooke, des tonnes de colis sont dirigées vers les ports du Saint-Laurent à l'adresse des Français, des Belges, voire des Polonais. Quand les soldats francophones, qui s'entraînent dans la boue en Angleterre ou qui combattent dans les tranchées, ne peuvent se procurer des bas de laine, même avec leur argent personnel, les femmes du Québec, toutes classes sociales confondues, tricotent pour ces malheureux que l'ineptie de leur gouvernement n'arrive même pas à vêtir adéquatement.

Au sujet du clergé catholique, Morton donne l'impression qu'il a été réticent à l'effort de guerre. Or le clergé a apporté une collaboration appréciable. Mgr Paul Bruchési, archevêque de Montréal, lance un vibrant appel en faveur du Fonds patriotique (*Le Soleil*, 25 janvier 1916). Pour améliorer les conditions de vie des militaires, l'Église patronne « Le Chez-Nous du soldat ». Le vieux cardinal Bégin souscrit aux demandes de fonds, visite les camps militaires, adresse des paroles de réconfort, d'encouragement à ceux qui partent pour l'Europe : « Soyez chrétiens, soyez braves, soyez dignes de vos aïeux, marchez sur les traces du 22^e, que la vaillance de ces héros vous soit toujours un exemple. » Pour le « British Sailors Relief Fund », et pour la Croix Rouge, les évêques du Québec ordonnent même des collectes dans les églises (*Le Soleil*, 4 novembre 1916).

Dans la région de Québec, pour le recrutement militaire, des prêtres se retrouvent sur les mêmes estrades que Sam Hughes, ministre de la Milice et de la Défense, orangiste obtus et sans jugement, qui ne rate pas une occasion de déverser son venin sur le clergé catholique. Dans toute la province, même dans la lointaine Gaspésie, on trouve ici et là des noms de prêtres engagés dans la campagne de recrutement. Quand l'homme d'affaires

Price fait du recrutement, il affirme rencontrer une collaboration intéressante de la part des curés dans le comté rural de Bellechasse.

Quant à l'attitude de la gent politique, Morton nous dit que Laurier a contribué « sincèrement » au recrutement en prononçant « deux brillants discours » (p. 221). C'est méconnaître et limiter étrangement la contribution du chef libéral qui a écrit à Borden, au début de la guerre, pour demander la formation d'unités canadiennes-françaises. « Il y a tout lieu de croire, écrit Laurier, que si la formation d'une unité canadienne-française est autorisée, la réponse sera généreuse. » (*Le Soleil*, 21 novembre 1917.) Par sa parole, son exemple et son prestige, Laurier entraîne toute la section francophone du Parti libéral au service de la cause alliée. Emboîtent le pas au chef septuagénaire, outre le premier ministre Gouin et les membres de son cabinet, la députation francophone des Communes et de l'Assemblée législative du Québec, avec l'appui de la presse libérale sans restriction.

La contribution des francophones lors de la Première Guerre mondiale s'est répétée au cours de la Seconde. On vit le cardinal Villeneuve visiter les troupes, encourager le recrutement, l'effort de guerre, participer aux parades militaires au risque de susciter la désapprobation de ses ex-amis nationalistes, Henri Bourassa et Lionel Groulx. Collaboration étonnante de la part d'un homme qui avait rédigé un article retentissant sur l'indépendance du Canada français au début de la décennie 1920 (*L'Action française*, vol. VIII, 1, juillet 1922, p. 4-27).

Les autorités civiles suivaient la même orientation. Le premier ministre Godbout et les principaux membres de son cabinet, T.-D. Bouchard, Hector Perrier, Arthur Mathewson, ne perdaient pas une occasion de prêter leur concours à la cause des Alliés. Leur attitude était d'autant plus généreuse, d'un point de vue canadien, qu'ils allaient à contre-courant, qu'ils auraient pu s'attirer un grand nombre de votes en adoptant une position contraire. Ému de cette collaboration, Churchill profita de la Conférence de Québec pour rencontrer Godbout et son cabinet et leur témoigner son appréciation. Il poussa la délicatesse jusqu'à s'exprimer en français, même si son français était plutôt « fantaisiste ».

Cette connaissance assez limitée parfois des questions reliées au Canada français transparaît aussi sur des points secondaires. À la mort d'Ernest Lapointe, bras droit de King et chef incontesté des libéraux canadiens-français depuis plus de vingt ans, ce n'est pas Arthur Cardin (prénomé Pierre dans le livre) qui a pris la relève (p. 272) : il était gravement malade et ne faisait d'ailleurs pas le poids. Il n'a jamais été question qu'il succède à Lapointe. King a d'abord cherché à attirer Godbout. Sur le refus de celui-ci, King s'est tourné vers Louis Saint-Laurent, qui a chaussé immédiatement les bottes de Lapointe (D.C. Thomson, *Louis St-Laurent, Canadien*, p. 1-18).

Autre exemple de cette méconnaissance du contexte canadien-français. Morton nous montre l'importance de la radio au cours de la Seconde Guerre. Il signale le rôle joué par Lorne Greene qui lisait les actualités et donnait aux Canadiens l'impression de participer à la lutte (p. 267). Mais Morton oublie que Louis Francoeur accomplissait avec brio une tâche similaire à la radio francophone. Les ouvriers, les cultivateurs interrompaient leur travail pour écouter la célèbre émission : « Le monde ce soir ».

Autre oubli de la dualité canadienne. Morton nous parle ici et là du clergé. Mais il y a clergé et clergé, catholique et protestant, aux multiples variantes. Le texte n'est pas toujours explicite et peut prêter à confusion.

En résumé, il est bien évident que ce livre ne rend pas justice aux Canadiens français en ce qui concerne leur comportement pendant les deux guerres mondiales. On retrouve également certains jugements hâtifs, une vision un peu rapide de certaines questions. Nonobstant ces lacunes, on est en présence d'un travail remarquable. L'auteur aborde avec objectivité, mais d'un point de vue anglophone — l'historien est tributaire de sa culture, nous dit H.-I. MARROU —, les différents aspects de l'histoire militaire canadienne, dans ses composantes sociales, politiques et économiques.

Il pointe les aspects positifs mais aussi les côtés pitoyables des hommes et de leurs gestes. Il relève les multiples erreurs — véritable bêtisier — qui ont marqué de façon stupéfiante la conduite de la guerre. Il cloue au pilori les incapables, les profiteurs hypocrites, qui ont parfois reçu des promotions ou des décorations malgré leur conduite digne de la correctionnelle.

Quant à l'édition française, elle s'imposait même si les francophones ne seront pas tout à fait satisfaits de leur portrait. On remarque cependant que l'illustration de celle-ci est de piètre qualité comparée à celle de l'édition anglaise. C'est un peu regrettable, même si c'est secondaire. Pour ce qui est du choix des photos, l'éditeur a sans doute voulu montrer que les francophones, malgré leur petit nombre de volontaires, ont tout de même témoigné de leur courage. Mais l'importance donnée aux personnages francophones dans cette illustration fausse un peu la perspective, elle crée une certaine distorsion en regard du texte où les francophones occupent une place marginale.

Tout compte fait, voici un livre de lecture agréable, que je relirai avec plaisir. Je le conseillerai aux étudiants qui ont avantage à connaître le volet militaire de leur histoire. Mais je leur soulignerai que le livre s'intitule avec raison : « Une histoire... » C'est une vision de l'histoire que des historiens futurs voudront sans doute retoucher. L'histoire est une science qui évolue.

Jean-Guy GENEST

*Département d'histoire,
Université du Québec à Chicoutimi.*

Louise GAGNON-ARGUIN, *L'archivistique. Son histoire, ses acteurs depuis 1960*, Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, 1992, 229 p.

Professeure à l'École de bibliothéconomie et des sciences de l'information de l'Université de Montréal, madame Louise Gagnon-Arguin obtenait récemment un doctorat en histoire de l'Université Laval. Sa thèse sur l'archivistique pratiquée au Québec devait être publiée en raison non seulement de son originalité — premières recherches doctorales en archivistique — mais surtout de la méconnaissance chez-nous de cette discipline, pourtant vieille comme le monde.

L'ouvrage qu'elle nous présente, *L'archivistique. Son histoire, ses acteurs depuis 1960*, aborde la longue marche des archivistes du Québec vers leur reconnaissance professionnelle selon l'actuel Code des professions, adopté en 1973 et dont la désuétude amenait récemment